



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 03/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GARNIER THIEBAUT

11 BD DE GRANGES
88400 GERARDMER

Références : S-23-516RP
Code AIOT : 0006202277

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2023 dans l'établissement GARNIER THIEBAUT implanté 2, LA CORBELINE à GRANGES AUMONTZEY. L'inspection a été annoncée le 23/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GARNIER THIEBAUT
- 2, LA CORBELINE 88640 GRANGES AUMONTZEY
- Code AIOT : 0006202277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans le tissage et l'ennoblissement textile.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Risque accidentel, alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Risque accidentel, ventilation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Risque accidentel, contrôle de flamme	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.14	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention de la pollution atmosphérique, mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3	/	Sans objet
2	Prévention de la pollution atmosphérique, valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	/	Sans objet
3	Risque accidentel, entretien et travaux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.7	/	Sans objet
4	Risque accidentel, détection incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.16	/	Sans objet
7	Risque accidentel, installations électriques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.7	/	Sans objet
9	Cuve à fuel	Arrêté Préfectoral du 21/09/2017, article 2	/	Sans objet
10	Valeurs limites d'émission dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 2.5	/	Sans objet
11	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 2.3	/	Sans objet
12	Prévention des pollutions, stockage de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 2.2.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Prévention des pollutions, compatibilité des produits	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 2.2.3	/	Sans objet
14	Prévention des pollutions accidentelles, rétentions	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 2.2.2	/	Sans objet
15	Canalisations de transport de fluides dangereux	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 2.1.4	/	Sans objet
16	Situation vis à vis de la rubrique 1510 (entrepôts)	Décret du 24/09/2020	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté une gestion rigoureuse du site. Seules les questions de l'alimentation en gaz (non redondance de la vanne automatique) et de la détection gaz (à proximité des aérothermes et des machines de production) sont sensibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique, mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de la société VERITAS (juin 2022). Les paramètres attendus ont été mesurés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique, valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
Thème(s) : Risques chronique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La chaudière de l'exploitant a une puissance nominale de 2,23 MW et son entrée en service est antérieure à 2014. Elle fonctionne plus de 500 h par an. Ce sont donc les valeurs limites d'émission du I de cet article qui s'appliquent. Celles-ci se limitent aux oxydes d'azote : - NOx : < 100 mg/Nm ³
Constats : Le rapport de la société VERITAS (juin 2022) relève une émission de NOx de 71,1 mg/Nm3 et de 0 en CO.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Risque accidentel, entretien et travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.7
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant veille au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. (...)
Constats : L'exploitant a fait procéder à la vérification des dispositifs de réglage et de sécurité de la chaudière par la société VERITAS en juin 2022. Il a été relevé quelques fuites sur les aérothermes et a proximité des machines RAME et RTM.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Risque accidentel, détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.16
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. (...)</p> <p>L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences du point « 2.13 » de la présente annexe. Des étalonnages sont régulièrement effectués.</p> <p>Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 2.7 de la présente annexe.</p>
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les détecteurs existants ont été répertoriés sur un plan. Les détecteurs de gaz ont été vérifiés par la société Oldham le 02 décembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Risque accidentel, contrôle de flamme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.14
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>(...)</p> <p>Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p>
Constats : L'inspection n'a pas pu constater la présence du dispositif de contrôle de flamme. Il est demandé à l'exploitant de l'attester dans un délai d'un mois ou à défaut d'en équiper la chaudière.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Risque accidentel, alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.</p> <p>Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;• à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. <p>Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p> <p>Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.</p> <p>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.</p> <p>(...)</p>
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que : <ul style="list-style-type: none">• les canalisations de gaz sont protégées des agressions extérieures (partie externe la plus courte possible circulation sous toiture à l'intérieur des bâtiments) ;• une vanne générale de coupure est disposée en aval du poste de distribution juste avant de pénétrer dans le bâtiment. Cette vanne est facilement accessible et le sens de rotation est indiqué ;• en aval de la vanne générale, une seule vanne automatique est installée ce qui est non conforme aux prescriptions de cet article qui exige deux vannes redondantes ;• des détecteurs (3) sont installés à proximité de la chaudière ; en revanche aucun détecteur de gaz n'est installé à proximité des machines RAME et MTR ;• un pressostat est installé en amont de la chaudière. <p>L'exploitant a présenté un rapport du bureau de contrôle VERITAS (daté de juin 2022) suite à la vérification de la chaîne de coupure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Risque accidentel, installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Le bureau de contrôle APAVE est intervenu du 14 au 22 novembre 2022. L'exploitant utilise un logiciel interne de maintenance des installations pour assurer le suivi de la levée des non-conformités relevées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Risque accidentel, ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou toxique. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une photographie et un rapport démontrant que le local chaufferie est ventilé de manière naturelle par des ventilations haute et basse. La ventilation haute est assurée par un espace libre entre les toitures et sous-toitures. La ventilation basse est assurée par des parties ajourées dans la porte d'accès au local chaufferie. Ces parties ajourées sont munies d'obturation montées sur charnière. Le jour de l'inspection ces obturations étaient en position fermée. La ventilation ne pouvait donc se faire efficacement. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une ventilation basse qui ne puisse être obturée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Cuve à fuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2017, article 2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La cuve à fuel anciennement exploitée sur le site doit être vidée, dégazée et démantelée sous un délai d'un an.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que la cuve à fuel a bien été évacuée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Valeurs limites d'émission dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets aqueux devront respecter les limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">• température < 30°C ;• pH compris entre 5,5 et 8,5• débit < 300 m³/j• MES < 100 mg/L• DBO5 < 100 mg/L• DCO < 300 mg/L ou flux inférieur à 100 kg/j
Constats : L'autosurveillance GIDAF précise que, pour les mois de 2022 consultés par sondage : <ul style="list-style-type: none">• pour le paramètre température : la température maximale relevée au cours de l'année 2022 est de 26,1° ;• pour le paramètre pH : celui-ci est en moyenne de 8 ;• pour le débit : celui-ci est en moyenne inférieur à 150 m³/j avec un maximum à 260 m³ ;• pour les MES : moyenne de 30 mg/L avec un maximum inférieur à 40 mg/L ;• pour la DBO5 : moyenne de 4 mg/L ;• pour la DCO, en concentration : moyenne variant de 140 à 20 mg/L avec un maximum inférieur à 260 mg/L ;• pour la DCO en flux : moyenne variant de 15 à 30 kg/j avec un maximum inférieur à 50 kg/j.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 2.3
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvement d'eau de process ont deux origines : <ul style="list-style-type: none">• dans le ruisseau de la Corbeline ;• et par l'intermédiaire d'un forage réalisé an droit de l'usine. (...) Les volumes prélevés dans le milieu naturel seront mesurés et totalisés journallement. Le volume total prélevé est limité à 350 m ³ /j en moyenne sur un mois. (...)
Constats : L'inspection a vérifié sur le logiciel GIDAF que l'exploitant respecte les volumes journaliers. L'eau utilisée provient principalement du forage qui correspond à la nappe d'accompagnement de la Corbeline et de la Vologne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Prévention des pollutions, stockage de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 2.2.5
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. A l'intérieur de l'installation classée autorisée, des fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité associées aux produits dangereux présents sur site (format papier). Ces fiches sont également disponibles en format informatique (serveurs basés sur le site de Gérardmer). L'exploitant prend soin de convertir ces fiches de données de sécurité en fiches de poste ce qui est louable. Il lui est conseillé d'y ajouter les gestes de secours en cas d'exposition aux produits Il est conseillé également à l'exploitant de solliciter régulièrement les producteurs de produits dangereux pour vérifier la bonne mise à jour des fiches de données de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Prévention des pollutions, compatibilité des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 2.2.3
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Certains liquides sont associés à une même rétention. Le responsable de la maintenance dispose des compétences et connaissances pour éviter que deux produits incompatibles soient associés à une même rétention. Cette organisation qui repose sur la présence d'une seule personne est fragile. Il est conseillé à l'exploitant d'établir une procédure (a minima une liste) qui ferait ressortir, par exploitation des fiches de données de sécurité, les compatibilités et incompatibilités des différents liquides utilisés et stockés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Prévention des pollutions accidentelles, rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. (...).
Constats : L'inspection a constaté que les stockages de liquide sont associés à des rétentions de volume satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Canalisations de transport de fluides dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 2.1.4
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant (...)
Constats : L'exploitant a présenté différents plans qui référencent les réseaux adduction d'eau / évacuation des eaux usées / gaz. Les plans des réseaux d'eau sont datés de mars 2022 et le plan du réseau gaz est daté de septembre 2018. L'inspection des installations classées a constaté sur site que les canalisations respectent les couleurs normalisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Situation vis à vis de la rubrique 1510 (entrepôts)

Référence réglementaire : Décret du 24/09/2020
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Situation vis à vis de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose de moins de 500 tonnes de matériaux combustibles. Il ne relève donc pas de la rubrique 1510.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet